

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 2 DECEMBRE 2015**

**JP/RT**

**OBJET : N° 2.1 ADMINISTRATION GENERALE –  
RETRAIT REMBOURSEMENT FRAIS DEPLACEMENTS PRESIDENT ET VICE-  
PRESIDENTS –**

L'an deux mille quinze, le deux du mois de décembre à neuf heures quinze minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,  
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat.

M. Joseph FALLOT, Membre du Bureau,  
M. Stéphane CIVIER, Membre du Bureau,  
M. Jean-Marie DURIEU, Membre du Bureau,  
M. Patrice FLAMBEAUX, Membre du Bureau,  
M. James BELLOT, Membre du Bureau,  
Mme Dominique CHAGNOL, Membre du Bureau.

Etait absent excusé :

M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat.

M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Membre du Bureau.

Etaient absents :

M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat

M. René UGHETTO, Membre du Bureau,  
M. Marc SOUTEYRAND, Membre du Bureau,  
Mme Jessica KONARZEWSKI, Membre du Bureau.

A été élu secrétaire de séance : M. Stéphane CIVIER.

**OBJET : N° 2.1 ADMINISTRATION GENERALE –  
RETRAIT REMBOURSEMENT FRAIS DEPLACEMENTS PRESIDENT ET VICE-  
PRESIDENTS –**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).

Par délibération en date du 9 septembre 2015, le Bureau Syndical a délibéré favorablement sur la prise en charge des frais de déplacement du Président et des Vice-Présidents au titre des missions de représentation.

Des mandats ont été établis dans ce cadre, mandats que la Trésorière de Largentière a rejeté au motif que « *la réglementation actuelle ne permet pas de bénéficier des indemnités de fonction et du versement des frais de déplacement. Seuls les élus qui ne perçoivent pas d'indemnité de fonctions peuvent être remboursés de leurs frais de transport occasionnés lors des réunions du comité du syndicat* » et que « *la seule dérogation admise est le remboursement des frais dans le cadre d'un mandat spécial (article L5211-14 du CGCT)* ».

La notion de mandat spécial, rappelée dans la circulaire du 15 avril 1992, est liée à une mission accomplie, dans l'intérêt de la collectivité territoriale ou de l'établissement public, avec l'autorisation de l'organe délibérant. En d'autres termes, la notion de mandat spécial exclut toutes les activités courantes de l'élu et doit correspondre à une opération déterminée, de façon précise, quant à son objet et limitée dans sa durée. Le mandat spécial doit entraîner des déplacements inhabituels et indispensables.

Consulté pour avis, le conseil juridique du SEBA confirme la position du Trésor Public et suggère d'utiliser un véhicule de service. Il est rappelé qu'il restera toujours possibilité pour le Bureau Syndical de délivrer un mandat spécial au Président et Vice-Présidents.

En conséquence, il est proposé au Bureau Syndical de :

- Retirer la délibération du 9 septembre 2015 précitée,
- Suivre la suggestion du conseil juridique consulté.

Après en avoir délibéré, le Bureau Syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,  
Le Président,

Jean PASCAL